**Aboutissement ou fin de la décentralisation ?**

UNADEL

Le président précédent, des Hauts de Seine, avait voulu la réforme des collectivités territoriales, le Premier Ministre d'Essonne veut clarifier l'organisation territoriale de la République. Un même diagnostic erroné et une même méthode, à l'abordage.

Les citoyens n'en peuvent plus de voir les décisions s'éloigner, de constater que les élus ont de moins en moins de pouvoir et de marges de manœuvre, ils font de plus en plus confiance à la société civile (entreprises et surtout associations). Toutes les études et même les scrutins le montrent et démontrent.

On leur proposera donc d'éloigner les décisions au niveau de super intercommunalités, voire de métropoles, l'on supprimera les départements et on fera des super régions. On imposera de fait la RGPP au niveau régional et l'on dira clairement que ce débat de modernisation de l'action publique ne concerne définitivement que les seuls élus, nationaux et territoriaux.

Quand les électeurs se détournent des urnes, quand ils éparpillent leurs rares suffrages sur des candidats extrémistes, ce sont autant de signaux de doutes sur la pertinence du système, sur l'artificialité des débats dits politiques, qui ne sont que technocratiques. Le Président Hollande dit entendre, mais il ne semble comprendre. Là où les citoyens disent « changer la politique », on leur répond « vous n'avez pas du bien me comprendre, je vais choisir comme Premier Ministre, mon meilleur communicant »...

Il y a une vraie crise du politique, qui n'est pas encore tout à fait une crise politique et les hauts fonctionnaires pondent des textes de loi, qui sont encore moins décentralisateurs que les précédents. L'on sent là un double mouvement : il faut toujours faire faire les économies aux filiales plutôt qu'au siège ; après trente ans d'expériences, il faut continuer à considérer les territoires de la République comme de simples filiales, taillables et corvéables à merci.

Certains parlent développement local, d'autres cherchent à importer l'empowerment, quelques uns militent pour le « pouvoir d'agir «  et font in fine le pari que les réformes les plus pertinentes se font par en bas, sur la base du volontariat et en associant les usagers et bénéficiaires.

L’État continue d'asséner schémas, directives, contraintes et normes, par en haut, valables pour presque toutes les parcelles de la métropole, uniformément. Quand il s'agit de penser l'avenir et la complexité, l’État, de droite comme de gauche, révise son passé et la simplicité.

Quel est le projet politique derrière ce big-bang territorial ? Simplement faire des économies, contrôler et superviser par en haut ? Aménager le territoire ou favoriser le développement local ? Nous craignons d'avoir la réponse...

Pour mémoire, Michel DINET, président fondateur de l'Unadel signait cette définition du développement local : « Porteurs d’un projet local global, les territoires qui ont une démarche de développement sont acteurs de l’aménagement du territoire. Urbains et ruraux, ils peuvent dégager des points d’entente et devenir partenaires. Leur approche fondamentale est de faire participer les habitants au projet, de son élaboration à sa mise en œuvre. Une façon aussi de redonner un sens à la citoyenneté. De cette manière, leur démarche, leurs savoir-faire et leurs expériences sont essentiels pour une nouvelle politique d’aménagement du territoire. »

Nous assistons aujourd'hui, impuissants, à une clarification qui ne dit pas son nom : la fin de la décentralisation. L'on ne perçoit plus d'ambition d'aménagement du territoire, si ce n'est par un pari pascalien : les métropoles.

Nous demeurons persuadés qu'il vaut mieux parier avec les citoyens, que de faire confiance aux seules réformes de structures et autres technostructures. Nous sommes « fiers des nombreux petits échecs du développement local par opposition aux grandes réussites nationales ». Il y a là quelque ironie, mais voir l’État impécunieux continuer d'expliquer aux autres ce qu'ils devraient faire, sans jamais se l'appliquer, laisse songeur.

Oui, il faut clarifier, cela commence probablement par dire ce que l’État ne fait plus et de laisser la main aux élus locaux et à la société civile territoriale, à parité. Décentraliser c'est réformer l’État, en principe. Dans les faits, l’État propose à nouveau de réformer les territoires, donc pas de décentraliser...